

une Suisse sans armée

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

n° 89 - printemps 2011



Grande colonne: 1630 milliards de \$ de dépenses militaires en 2010. Petites colonnes: Un total de 300 milliards serait nécessaire pour couvrir les objectifs de développement du millénaire. Journée mondiale d'action sur les dépenses militaires le 12 avril - action IPB et GSsA. (Photo: GSsA)

i'630 milliards pour la mort... ou pour la vie ?

GSsA

Edito:

Supprimer l'armée suisse, un long mais nécessaire chemin

L'abolition de la guerre, l'éloignement définitif d'un conflit nucléaire pouvant annihiler l'humanité ou à l'inverse la construction d'un monde heureux où chacune et chacun pourra s'épanouir dans le respect et en pleine liberté; l'accomplissement d'un monde où l'avenir sera fait de perspectives sereines où l'énergie, toutes les énergies, seront mises au service de l'humanité...

Ces objectifs, idéaux et utopiques peut-être, mais néanmoins simples sont-ils compatibles avec l'existence des armées? Est-il possible de sortir du paradoxe, de dépasser le cercle vicieux qui veut que parfois, pour réaliser la paix (comme lors de la seconde guerre mondiale ou maintenant en Libye), il faille faire la guerre et donc entretenir des armées? Est-il envisageable d'imaginer et de construire, de vivre ensemble en un «cercle vertueux» qui permette d'avancer au-delà de cette puérité, de cette absence de dignité et de cet absurde risque d'autodestruction qu'est la guerre?

Apaiser et terminer les conflits existants sans léser qui que se soit et tant que faire se peut en soignant les blessures infligées; prévenir la survenance de tout nouveau conflit violent (armé ou non) sans priver l'humanité de sa force, mais la doter de plus de douceur pour elle-même, pour ses membres et pour la qualité de son avenir! Sortir des mécanismes structurels qui déséquilibrent la communauté humaine et qui maintiennent une trop large part de notre humanité – nul ne devrait y être soumis! – dans un état de pauvreté ou de concurrence tels que la survie en devienne un état de guerre individuelle, une limitation inacceptable de l'épanouissement... Ce ne sont pas là des buts irréalistes ou illégitimes, mais les bases les plus élémentaires d'un développement humain durable et sain, au service de la personne humaine, de toutes personnes humaines.

A sa modeste mesure, en choisissant de travailler concrètement à la construction de la paix et à la prévention de la guerre, en choisissant de le faire en supprimant l'outil de la guerre, l'armée (armée dont le pays n'a pas besoin), le GSsA travaille depuis des décennies à une amélioration de la condition humaine.

Peut-on inciter les révolutions des pays arabes et d'ailleurs à se faire avec plus encore de non-violence ? Peut-on améliorer les conditions cadres qui limitent les possibilités qu'ont les potentats de recourir à la force ? Assurément ! Et cela fait partie de notre travail d'information et d'action que de dénoncer les commerces d'armes et les complicités douteuses avec ces régimes.

Mais les prises de conscience ne peuvent s'arrêter là, des réflexions sur l'ère nucléaire et la façon d'en sortir sont nécessaires, y compris ici en Suisse (voir l'agenda) et à Genève avec la position que prendra la constituante.

Quant au service civil, qui est exclusivement d'utilité publique et donc au service de la population, il est dommage que le Parlement et l'armée se permettent de le remettre en cause.

Et c'est parce qu'il améliore la situation de milliers d'hommes que notre projet actuel, l'abrogation de la conscription, a pour but de retirer à l'armée son meilleur outil de propagande: la militarisation forcée des individus. Pour avancer plus vite, ce projet a besoin de votre aide, de vos signatures et de celles que vous récolterez. D'avance merci.

Bonne lecture!

Christophe Barbey

SOMMAIRE

Guerre en Libye	3	Sciences de la paix	13
Egypte: le pouvoir des militaires	5	Service civil: aberrants durcissements	14
Votation du 13 février: bilan	8	Permanence service civil	14
Avions de combat: les irréductibles acheteurs	9	La page des actifs	15
Rapport Maudet - un plaidoyer pour une Suisse sans armée	10	Lecture	15
2 Opposition au nucléaire	12	Breves	15

Guerre en Libye:

L'Europe-forteresse pour défendre les droits humains?

Le 20 mars, les premières frappes et bombardements aériens occidentaux ont empêché le colonel Kadhafi d'écraser l'insurrection libyenne. Un mois plus tard, il est impossible de prévoir quelle sera l'issue du conflit armé en cours entre les forces de l'OTAN et leurs alliés, les insurgés Libyens et le régime du colonel Kadhafi. Même dans le cas, au demeurant souhaitable, d'un cessez-le-feu, il est quasiment certain que l'intervention militaire extérieure se prolonge. Ne faudra-t-il pas veiller à ce que la zone d'exclusion aérienne ainsi que le cessez-le-feu soient respectés, que Kadhafi n'en profite pas pour reprendre les villes que ses troupes assiègent: Misrata, Zintan,

Il est donc probable que sous une forme ou une autre un état de guerre s'installe dans la durée en Libye. Il en résultera une sorte de protectorat «euro-onusien» qui permettra aux Européens, directement concernés, de gérer au mieux leurs principaux intérêts en Libye: faire sortir le pétrole et bloquer les réfugié-e-s.

Face aux soulèvements au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, expression d'une forte demande démocratique (liberté, droits humains) et de justice sociale (droits économiques et sociaux), les réponses policières et la répression militaire des régimes en place, y compris du nouveau régime militaire égyptien, deviennent de plus en plus lourdes et sanglantes.

Les milliers de réfugié-e-s fuyant guerres et misère qui traversent la Méditerranée ces semaines confrontent directement l'Europe à ces mêmes demandes.

Les réponses européennes sont emblématiques à plusieurs égards. Quand les réfugié-e-s ne se noient pas, ils ne sont accueillis que provisoirement. La France refuse d'accueillir des milliers de Tunisiens dont l'Italie voudrait se défaire. Mais ces mêmes deux pays se sont accordés pour effectuer avec leur navires de guerre un blocus naval devant les côtes tunisiennes et libyennes pour empêcher les

départs en mer des réfugiés. Censées intervenir pour la protection des droits humains, les forces militaires occidentales interviennent tous les jours pour les violer..

Le faux procès fait aux pacifistes

Comme bien d'autres fois, lorsque les puissances occidentales lancent leurs missiles et envoient leurs avions de combat sur les forces d'un régime imprésentable, les pacifistes et tous ceux qui luttent contre les nouveaux impérialismes se trouvent acculés à la fausse alternative proposée par les médias et les milieux politiques dominants: ceux qui ne soutiennent pas l'action des armadas occidentales soutiendraient, tour à tour, les Milosevic, les Saddam Hussein, les Kadhafi.

Dans le passé les «guerres humanitaires» ont rarement apporté une amélioration durable de la situation. Au contraire, elles n'ont pas pu empêcher la continuation ou la reprise de guerres sanglantes dans le cas de l'Irak et de l'Afghanistan, ou des nettoyages ethniques dans le cas du Kosovo.

Au moment des premières frappes aériennes de la coalition, les possibilités d'action non-militaires n'étaient de loin pas épuisées. L'Union européenne n'a pas été capable d'imposer un embargo complet sur les exportations de pétrole libyen. Les revenus pétroliers, notamment en provenance d'Europe



constituaient un soutien décisif pour la survie du régime de Kadhafi.

Les intérêts économiques et politiques au détriment des droits humains

La guerre en Libye constitue une faillite de la politique européenne et occidentale. Les responsables de cette faillite ne sont pas les pacifistes et les anti-impérialistes, mais les responsables politiques et économiques occidentaux. Ce sont eux qui sont responsables du maintien du régime despotique du colonel Kadhafi. Depuis des décennies les pays européens ont livré des armes à la Libye, accueilli et administré l'argent libyen, conclu de nombreux contrats pétroliers et financiers avec le régime dictatorial et se sont alliés avec Kadhafi pour mener une politique envers les réfugiés et les migrants particulièrement inhumaine et répressive. Personne ne s'est encore indigné du fait que ni le Haut Commissariat aux Réfugiés de l'ONU ni le CICR n'ont eu accès aux camps qui enferment des dizaines de milliers de migrants dans le désert libyen.



© AFP

D'après le rapport annuel européen sur les exportations de matériel militaire, les gouvernements de l'UE ont autorisé, rien qu'en 2009, des exportations d'armes vers la Libye pour une valeur de 344 millions d'Euros. Ces derniers vingt ans, des États de l'OTAN, comme la Grande-Bretagne, la France ou l'Italie ont vendu des armes au régime de Kadhafi pour un total d'environ 10 milliards d'Euros. Des entreprises suisses ont également participé au réarmement de ce régime pétrolier avec le transfert de technologies dans l'armement, avec le soutien au développement de gaz toxiques et pour l'armement nucléaire, ainsi qu'avec des livraisons de matériel de guerre, en particulier des munitions. Et les banques

suisses ont abrité pendant de longues années plusieurs milliards de dollars de la fortune du clan Kadhafi.

Force est de constater une fois de plus que l'intervention militaire de ces jours répond beaucoup plus aux intérêts économiques et de politique intérieure des puissances occidentales qu'à une réelle préoccupation pour la défense des droits humains des populations civiles. Qu'ont fait ces mêmes puissances occidentales quand l'aviation israélienne bombardait les populations et les infrastructures civiles du Liban et de la Bande de Gaza? Que font ces mêmes puissances aujourd'hui pour donner suite au rapport de la commission Goldstone qui demande de juger les responsables des crimes de guerre commis lors de l'opération «Plomb durci» à Gaza? Les États-Unis et le Royaume-Uni s'opposent à saisir la Cour pénale internationale pour ces crimes, les autres membres de l'UE et la Suisse n'y sont pas favorables non plus.

Le manque de crédibilité de l'intervention occidentale est singulièrement renforcée par la participation de l'Italie, avec son lourd héritage colonial (la colonisation italienne en Libye a occasionné 100'000 morts entre 1911 et 1942).

Les moyens non-militaires ont un coût économique

La situation est sans doute dramatique en Libye. Il faut donc saluer le fait que les Nations Unies prennent des mesures pour augmenter la pression de la communauté internationale sur le régime de Kadhafi. Mais il est regrettable qu'au moment de l'adoption de la résolution de l'ONU, il y avait encore beaucoup d'États qui n'avaient pas encore arrêté leurs relations économiques, militaires et politiques avec le régime de Kadhafi.

Le choix de soutenir la démocratie et les droits humains avec des moyens non-militaires a un prix: c'est le prix économique du renoncement aux échanges économiques avec les régimes qui foulent aux pieds les droits humains des populations qu'ils gouvernent (ou qu'ils occupent militairement, comme dans le cas d'Israël).

Les soulèvements populaires dans les pays arabes montrent une fois de plus que le soutien des régimes dictatoriaux par les pays occidentaux a des conséquences désastreuses pour les populations. Qu'attendent encore nos États pour placer le respect des droits humains avant les profits des multinationales? Qu'attendent encore nos États pour placer les droits démocratiques et le droit international avant leurs intérêts de puissances économiques et militaires?

Cela vaut aussi pour la Suisse: le GSsA demande l'arrêt immédiat de toutes les exportations d'armes vers les pays du monde arabe, l'arrêt de la coopération militaire et en matière d'armements avec tous les pays du Moyen-Orient (voir le tableau), une stratégie conséquente pour empêcher les fuites de capitaux ainsi qu'un accueil sans obstacles bureaucratiques des réfugiés en provenance d'Afrique du Nord.

Le GSsA demande un cessez-le feu avec l'arrêt immédiat des bombardements. La seule mesure qui jouit d'un large soutien et de la légitimité de l'ONU est l'imposition de la zone d'exclusion aérienne. Les bombardements de Tripoli et des unités et des infrastructures de l'armée de Kadhafi dépassent largement le mandat de la résolution de l'ONU.

Aujourd'hui il faut concentrer tous les efforts pour mettre fin aux affrontements militaires avec des moyens non-militaires.

Le fossé économique entre les pays de l'Union Européenne et les «Pays les moins avancés» en grande majorité situés en Afrique subsaharienne, est énorme. D'après les chiffres de la Banque Mondiale pour 2009, le revenu national brut par habitant du premier groupe de pays est 54 fois plus grand que celui des pays les moins avancés.



(Photos tirées d'internet)

Le maintien de ce fossé, avec le soutien de régimes répressifs criminels et la militarisation des frontières de la «forteresse Europe» constitue une politique irresponsable et qui entraîne à des violations massives des droits humains des populations du Sud.

Il est évident que la protection des droits humains des populations du Sud nécessite une solidarité économique et politique - tout le contraire des missiles Tomahawk, des avions Rafale et des navires de l'OTAN à l'œuvre actuellement en Méditerranée, sans oublier les chars Piranha suisses déployés au Bahreïn... .

C'est en réduisant le plus possible la présence d'instruments répressifs policiers et militaires que les révolutions populaires au Moyen Orient et en Afrique du Nord auront les meilleures chances de s'épanouir.

Il est toujours plus urgent de combattre la dépossession des richesses des peuples du Sud par les puissances économiques du Nord (soit directement, soit par l'intermédiaire de régimes oppressifs du Sud), et de lutter pour accueillir dignement ceux et celles qui nous démontrent chaque jour la nécessité du combat pour la solidarité internationale.

Tobia Schnebli



Exportations de matériel de guerre depuis la Suisse vers 9 pays arabes, 2000-2010, en millions de Frs.

	2000-2004	2005-2010
Algérie	0,0	1,0
Arabie Saoudite	8,4	302,0
Bahreïn	18,7	21,2
Egypte	3,6	6,3
Émirats Arabes Unis	57,4	22,6
Jordanie	4,7	2,7
Qatar	0,1	3,2
Oman	2,5	7,1
Tunisie	2,1	0,1
Total	97,5	366,4



Place Tahrir bien peuplée (Photo tirée d'internet)

Égypte:

Le pouvoir des militaires

Nous publions ci-dessous la transcription partielle d'un entretien vidéo avec Hossam El-Hamalawi, militant et journaliste égyptien. Cet entretien vidéo a été effectué le 5 mars 2011. Il clarifie la place de l'armée dans le régime en place en Égypte, avant et après le départ de Moubarak. Les mesures prises depuis lors par le Conseil suprême des forces armées confirment l'analyse et les appréhensions de Hossam El-Hamalawi.

Depuis lors, de nouvelles secousses marquent la vie sociale et politique en Égypte. Le vendredi 8 avril 2011 a eu lieu sur la place Tahrir la plus grande manifestation depuis la chute de Moubarak. Elle se déroulait sous le thème: «Une journée pour la purge», qui a été le plus souvent résumée par les médias comme une journée exigeant que Hosni Moubarak et son clan passent en jugement pour leurs exactions, leurs détournements de fonds, leur enrichissement illicite, leur corruption, etc.

Le quotidien Al Masry Al Youm définissait ainsi l'objectif de la manifestation: «Les manifestants critiquaient le rôle du Conseil suprême de l'armée pour ne pas donner suite aux revendications de la révolution. Ils demandaient la destitution ou l'arrestation de nombreuses personnalités du régime», que ce soit le chef de l'armée Mohamed Tantaoui ou le trio qualifié d'«axe du mal», à savoir Zakaria Azmi, l'ancien chef du cabinet de Hosni Moubarak, Safouat Al-Chérif, l'ex-secrétaire général du PND (le parti de Moubarak) et Fathi Srour, président du parlement pendant deux décennies. Le gouverneur du Caire, Abdel Azim Wazir, était aussi une cible des manifestants. Le quotidien égyptien précité indiquait que de nombreuses banderoles avaient comme slogan: «Une justice lente est une injustice». Il ajoutait: «Ceux réunis sur la place Tahrir portaient aussi des drapeaux de

la Libye, du Yémen et de la Syrie pour montrer leur soutien aux soulèvements dans ces pays.» A la différence du vendredi 1er avril, les Frères musulmans avaient appelé à cette manifestation. Des mobilisations importantes ont eu lieu dans d'autres gouvernorats, entre autres ceux de Suez et d'Alexandrie. La presse égyptienne soulignait qu'une partie importante des composantes de la mobilisation anti-Moubarak se retrouvait à l'occasion de cette mobilisation.

Un fait significatif est mis en relief: l'adhésion à la manifestation de soldats et de sous-officiers en rupture avec leur hiérarchie et que les manifestants cherchaient à protéger. Toutefois, l'ampleur et la réalité de ce processus de différenciation ouverte dans l'armée restent à vérifier.

Par contre, ce qui est certain, c'est la violence avec laquelle l'armée dès 3 heures du matin, le samedi 9 avril, est intervenue; le couvre-feu est toujours en vigueur entre 2 heures et 5 heures du matin. Ce sont des centaines de soldats qui sont intervenus avec gaz lacrymogènes, matraques, bâtons électriques et des armes automatiques. Au moins un mort est à déplorer et des dizaines de blessés. Les arrestations se sont multipliées, ce qui devient chose commune. Et tous les rapports des organisations de défense des droits de l'homme

attestent des mauvais traitements subis par les personnes arrêtées, sur les tortures, sur la disparition de certains, sur «les tests de virginité» imposés aux femmes appréhendées par la police ou l'armée. (...).

Suite à la manifestation du 8 avril, à la répression du 9, la polarisation s'accroît. Certains comme El Baradei déclarent qu'il faut éviter des tensions avec l'armée: «Le maintien de la confiance entre l'armée et le peuple est importante», a-t-il dit. Les Frères musulmans insistent sur la nécessité d'accélérer les procédures en justice, sans quoi «cela endommagera la confiance dans le gouvernement intérim» (Al Masry Al Youm, 11 avril 2011). Ils se positionnent ainsi dans la perspective des élections législatives qui devraient se dérouler dans cinq mois.

Parallèlement, le mouvement de grèves continue. Près de 4000 travailleurs de l'usine textile (filature) de Chebin Al-Kom (delta du Nil à 60 km au nord du Caire), entreprise privatisée en 2007 et propriété de la transnationale indonésienne Indorama, ayant son siège légal à Singapour, ont mené une importante grève, durant un mois, et ont obtenu, en ce début avril, satisfaction sur leurs revendications.

Entretien avec Hossam El-Hamalawi

L'institution militaire est l'institution dominante en Égypte depuis 1952, c'est-à-dire depuis le coup d'Etat opéré par les officiers libres et Nasser. A l'époque de Nasser, les militaires étaient au premier rang et étaient très présents dans la vie quotidienne de la société. C'est eux qui opéraient les arrestations, la torture, soumettaient au silence les dissidents. A cette époque, la police avait un rôle secondaire, les cours de justice militaire, les prisons militaires étaient au premier rang.

Mais après la défaite de 1967 et après l'arrivée de Sadate au pouvoir [1970], ce dernier avait bien compris que les militaires avaient partiellement perdu leur légitimité, à cause de leurs pratiques de tortionnaires, et il a fait reculer le rôle de l'institution militaire. Il donna donc le premier rôle à la police. L'institution policière à laquelle nous nous sommes affrontés sous Moubarak avait été créée déjà sous Nasser. Mais c'est sous Moubarak que la police, dite de sécurité d'État, a acquis le premier rôle pour réprimer toute opposition et elle devint un instrument de répression au service de la classe dirigeante en Égypte. Si l'armée a été mise au second rang du point de vue de la répression directe, cela ne signifie en aucune mesure que Sadate, puis Moubarak aient réduit le pouvoir de l'institution militaire.

L'armée continuait d'être la colonne vertébrale de la dictature sous Sadate et sous Moubarak. On a encore en mémoire l'assassinat de Sadate, lors d'un défilé militaire, le 6 octobre 1981. Sadate et tous ses proches étaient habillés en habit militaire avec un style nazi bien que confectionné à Londres. Moubarak une fois président ne porta plus l'habit militaire. Une sorte de «dépolitisation» de l'armée s'est opérée. Par dépolitisation, je ne veux pas dire que l'armée disposait de moins de pouvoir, qu'elle n'était pas la base fondamentale du pouvoir de Moubarak ou que les décisions prises en Égypte n'étaient pas dépendantes de l'institution militaire. Ni d'ailleurs que Moubarak ait porté atteinte aux privilèges de l'armée. Je veux simplement dire que l'armée a exercé son pouvoir beaucoup plus dans l'ombre. Les déclarations politiques de l'armée ont disparu. Et les hauts officiers apparaissaient très peu sur l'avant-scène politique. Toutefois, les militaires continuaient de contrôler 25 % de l'économie égyptienne. Comme journaliste, on ne pouvait pas écrire une seule ligne sur l'armée sans l'approbation écrite de l'institution militaire. Ainsi, un site américain pouvait donner beaucoup d'informations sur l'armement dont disposait l'armée égyptienne ou un site israélien pouvait informer sur les accords militaires entre l'Égypte et les États-Unis. Par contre, en Égypte, nous ne pouvions pas écrire une ligne sur cela. L'armée, comme

déjà souligné, est présente dans différents secteurs économiques. Cela peut aller de la production d'eau minérale au contrôle de stations d'essence ou d'instruments de cuisine. Et les généraux qui prenaient la retraite recevaient souvent, en récompense, la direction d'un secteur public de l'économie. Donc, le qualificatif de PDG suivait celui d'ex-général. Il en allait de même au plan gouvernemental: les généraux partant à la retraite recevaient des postes dans les institutions gouvernementales ; ainsi, il y a 29 gouvernorats en Égypte et la très large majorité des gouverneurs ont un passé militaire. Par contre, peu d'entre eux proviennent de la sécurité d'Etat (police). Ainsi, l'armée continuait à jouer un rôle clé de soutien à la dictature sous Moubarak.

Liens étroits avec les États-Unis

Il est aussi important de mettre en relief les liens entre l'armée des États-Unis et celle d'Égypte. Depuis les accords de Camp David (1978), l'Égypte a opéré un tournant, qui avait commencé avant, dans son approvisionnement militaire de l'URSS vers les États-Unis. Cela a eu des conséquences aussi bien au plan de l'armement qu'à celui de l'idéologie du secteur militaire. Non seulement le type d'armement a changé, mais des missions conjointes ont été organisées. Et l'Égypte, de fait, a offert une certaine plate-forme à l'armée américaine sous Moubarak et l'extraction de l'armée égyptienne de ladite coalition arabe a abouti à un appui militaire à Israël. Chaque année, Moubarak recevait 1,5 milliard de dollars provenant des impôts payés par les citoyens américains. Sur cette somme, 1,3 milliard allait directement aux militaires. Et le reste servait à l'aide économique. Et lorsque l'administration américaine a réduit son aide à l'Égypte, la part consacrée à l'armée n'a jamais été touchée. Il y a une cer-

taine ironie à se rappeler que lorsque le soulèvement a commencé en Égypte, le chef des armées [Sami Hanan] se trouvait aux États-Unis, pour des discussions avec le Pentagone.

Lorsque le soulèvement a commencé, l'administration américaine a soutenu Moubarak. On ne se souvient pas que Hillary Clinton, tout au début, a pris la parole pour assurer que le régime était stable et que rien de grave ne se passerait en Égypte. Le vice-président des États-Unis, Joe Biden, s'est refusé à caractériser Moubarak comme dictateur, simplement parce qu'il était un ami des États-Unis et d'Israël. Mais, par la suite, lorsque massivement la population égyptienne se mobilisa, fit face à la police, à la répression et aux voyous au service du régime, au moment où il était clair que Moubarak allait perdre pied, non seulement comme figure mais comme représentant d'un régime, l'administration Obama changea son discours et développa sa rhétorique démocratique. Et lorsqu'il apparut clairement que Moubarak devait s'en aller, sans quoi le risque d'une explosion majeure pouvait se produire dans le plus grand pays du monde arabe, l'institution qui devint immédiatement la référence pour l'administration Obama fut l'armée. Et cela n'est pas dû au hasard. Pour les Américains, l'armée était seule capable, à ce stade, de freiner la mobilisation. De plus, les sommets de l'armée ne s'opposeraient pas au choix de l'administration Obama, car ils sont, en dernière instance, totalement dépendants des États-Unis. Et, finalement, ces généraux - généraux de Moubarak - ne pouvaient être soupçonnés de se lancer dans «une aventure» et de modifier leur attitude face à Israël ou de bloquer le canal de Suez aux navires américains. D'ailleurs, une des premières déclarations du Conseil suprême de l'armée consista à assurer tout le monde



qu'elle continuerait à honorer tous les accords internationaux passés jusque-là. Cela signifiait que l'accord de Camp David ne serait pas touché, que les navires de l'armée américaine pourraient continuer à utiliser sans problème le canal de Suez, que l'exportation de gaz naturel vers Israël continuerait, et que tous les autres accords passés au cours des trois dernières décennies et dénoncés par une grande partie des Égyptiens seraient maintenus. Or, je pense que chacun des accords internationaux passés par la dictature devrait être soumis à référendum, afin que les Égyptiens puissent rediscuter les accords qu'ils acceptent et les accords qu'on leur a imposés. Le passage des navires militaires américains dans le canal de Suez est directement lié à la politique des États-Unis en direction de l'Irak, de l'Afghanistan, du Yémen, et je considère que les citoyennes et citoyens égyptiens ont une responsabilité morale face à des accords signés par une dictature n'ayant aucune légitimité.

Lorsque le soulèvement a pris de l'ampleur, les généraux étaient conscients qu'ils ne pouvaient pas ouvrir le feu sur la population. Ce n'est pas parce que les généraux seraient patriotes ou manifesterait une attention particulière face à la population - car ce sont les généraux qui ont été mis en place par Moubarak et qui étaient loyaux à Moubarak durant trente ans. Mais c'est parce qu'ils n'avaient pas d'autre choix initialement. Ils espéraient que le couvre-feu imposé au début et le fait de ne pas s'opposer ouvertement à la mobilisation la feraient s'étioler. Or, comme cela s'est révélé plus tard, durant cette période l'armée a arrêté des centaines de personnes et les a torturées, de manière très dure, dans des prisons militaires. [...]

L'émancipation sociale ne plait pas à l'armée

Lorsque nous parlons de l'armée, nous devons établir une différence entre les généraux et les jeunes officiers et les soldats qui, essentiellement pour ceux qui étaient présents sur la place Tahrir, ont été gagnés par les manifestants. Et plus d'un a en quelque sorte été gagné à cette révolution démocratique. Et certains d'entre eux ont joué un rôle dans la défense des manifestants, sans avoir reçu d'ordre des officiers supérieurs, car ces derniers en aucune mesure n'avaient comme option de défendre les manifestants contre les policiers en civil ou les voyous organisés par le Ministère de l'intérieur pour attaquer les manifestants, ou encore les snipers qui tiraient, entre autres lors de la manifestation du 29 janvier. Lorsque l'on a contraint, le 11 février, Moubarak à la démission, le Conseil suprême de l'armée a fait de son mieux afin de mettre un terme aux grèves et aux manifestations. Quasi tous les jours on recevait des déclarations des forces armées, y compris des SMS, nous mettant en garde contre les grèves et accusant même des personnages de l'ancien régime d'être les responsables des grèves. Cela se combinait avec une propagande menée dans les médias étatiques, ainsi que privés, contre tout mouvement de grève, accusant les travailleurs d'être égoïstes, de saboter la révolution. Et y compris des militants des classes moyennes faisaient des déclarations contre les grèves et demandaient aux travailleurs, parfois poliment, de renoncer à la grève. Ils demandaient aussi de laisser à l'armée le temps de régler les affaires et de donner la priorité à résoudre des questions comme la Constitution, le parlement. Tout d'abord, il faut avoir à l'esprit que c'est grâce au mouvement de grèves qui s'est déclenché les 9 et 10 février que le départ de Moubarak a été obtenu. Ensuite, les travailleurs et travailleuses ne pouvaient pas retourner au travail, après une telle mobilisation, et se retrouver avec les mêmes conditions salariales, les mêmes contrats de travail temporaire, les mêmes conditions de sécurité au travail, etc. et devoir attendre patiemment quelque six mois jusqu'à ce qu'un gouvernement civil résolve par miracle leurs problèmes. Ces gens ont été une des forces les plus importantes de la révolution et ont été inspirés par cette dernière. Et ils ont goûté à la liberté et feront tout pour s'engager dans la deuxième phase de la révolution, c'est-à-dire dans une émancipation sociale et économique.

Et cela ne va pas plaire à l'armée, et cela ne va pas plaire aux élites



Photos tirées d'internet

égyptiennes. Cette armée qui contrôle plus de 20 % de l'économie est directement affectée par ces grèves, entre autres les entreprises qui produisent des biens pour la population. Et ce sont les militaires qui encaissent en dernière instance les profits de ces entreprises. [...] Par exemple, lors de la grève des travailleurs du gaz, ces derniers ont demandé l'arrêt de l'exportation de gaz naturel vers Israël, une exportation faite à prix subventionné, ce qui provoque des pertes importantes pour l'économie égyptienne. Si l'interruption de gaz se faisait, cela provoquerait des tensions importantes entre l'Égypte et Israël et l'Égypte et les États-Unis. L'exportation de gaz a continué.

Dans un premier temps, l'armée n'a pas imposé de manière stricte le couvre-feu et n'a pas interdit formellement les grèves. Toutefois, fin février, l'armée est intervenue sur la place Tahrir pour imposer le couvre-feu. Les preuves s'accumulent sur les arrestations et les tortures opérées par l'armée. L'armée essaie de dire qu'elle s'attaque à des voyous, à des anciens suppôts du régime, etc., pour camoufler sa politique. Précédemment, lorsque la police arrêtait quelqu'un et le torturait, elle inventait n'importe quel prétexte, comme si la loi, la justice, les tribunaux n'existaient pas. Aujourd'hui, il semble que l'armée fait de même et cela est très inquiétant.

L'armée a fait jusqu'à maintenant obstacle à des revendications propres à la révolution du 25 janvier, comme la levée de l'état d'urgence sous lequel les Égyptiens vivent depuis 1967 - à l'exception de quelque 18 mois avant l'assassinat de Sadate. Et cet état d'urgence donne à la police et à l'armée toute latitude pour leurs actions répressives.

L'armée ne peut d'aucune façon être considérée comme une assurance pour la démocratie, dans sa nature même elle y est opposée. Mais l'armée n'est pas monolithique. Il y a des courants différents parmi les officiers et les soldats qui connaissent les mêmes problèmes que la majorité du peuple égyptien. Et ils partagent les mêmes aspirations d'amélioration de leurs conditions de vie aux plans social, économique et politique. Et cela entrera en contradiction avec les intérêts et les options des généraux. [] Mon souci principal, dans la conjoncture actuelle, est que les sommets de l'armée organisent quelques provocations qui facilitent une « mise au pas » du mouvement social.

Entretien: Bassam Haddad.

Traduction: A l'Encontre, 3 avril 2011
Intertitres: rédaction GSa

Protection face à la violence des armes

Encore un échec pour une politique de sécurité plus humaine? Pas sûr! Un investissement inutile du GSsA et de ses membres? Certainement pas! Avec ici un grand merci à toutes celles et ceux qui se sont donné la peine de voter, de participer activement, de faire des dons. Le présent bilan, plus qu'un retour en arrière, marque notre volonté d'apprendre de nos pratiques pour faire mieux encore la prochaine fois. Il est impossible dans un tel article de tout reprendre, mais voici les points les plus essentiels et quelques traits saillants.

La votation

Il convient d'abord de dire que la votation a eu lieu alors que de nombreuses mesures avaient déjà été prises pour satisfaire aux exigences de l'initiative. Il convient d'ajouter que ces mesures et leurs effets ont souvent été annoncés ou constatés à une date de plus en plus proche de celle de la votation. Le Conseil Fédéral a ainsi mis les initiants dans une position difficile: Il n'y avait pas assez de bonnes mesures pour envisager le retrait de l'initiative, mais il y avait un fort risque de perdre la votation en raison de ce qui avait déjà été fait pour y répondre et qui pourtant va dans le bon sens.

Si nous n'avons pas tout réussi avec cette initiative, y compris le vote, elle a certainement fait avancer les choses et le Conseil Fédéral ou l'armée n'aurait probablement pas fait ces efforts sans la pression de l'initiative. Un contre-projet, s'il avait été possible, aurait-il été meilleur? Une attitude plus conciliante aurait-elle permis à l'armée de garder ses prérogatives (qui sont désormais discutées) et aux tireurs de préserver les fonds qui leurs sont alloués (et qui de toutes façons baissent)? Cela aurait peut-être évité une confrontation sur un thème grave, le respect de la vie par le retrait des armes.

Le résultat du vote et son analyse

Avec 43.7 % de oui, on aurait évidemment pu s'attendre à mieux. Pour faire basculer la majorité, il aurait fallu que 7 personnes sur 100 ou à 150'000 personnes en tout changent d'avis. Ou alors, il aurait fallu trouver 300'000 personnes de plus (au moins) pour voter pour, sans avoir pour autant beaucoup plus de gens qui votent contre. Avec un taux de participation de presque 50%, cela représente à nouveau 7% de gens qui votent en plus. Était-ce possible de les trouver, le taux de participation étant déjà plutôt élevé?

L'analyse vox de la votation¹ montre d'abord que ce sont surtout les extrêmes qui ont votés, plutôt que le centre. L'action sur le terrain le confirme, les partis du centre, tant à droite qu'à gauche, ne se sont que trop peu impliqués. Il y a là un réel potentiel et un regret, mais aussi un premier enseignement pour l'avenir: il est essentiel d'obtenir une

participation plus forte de la gauche. Suffrait-elle? Peut-être, mais elle est, quoi qu'il en soit, nécessaire.

L'analyse vox donne ensuite quelques indications sociologiques sur les votes. Les personnes âgées ont plutôt voté contre, les jeunes n'ont pas assez voté. Là aussi, le travail de terrain (dans la rue) le confirme, il est essentiel de rassurer les personnes âgées, mais aussi de les aider à dépasser la tradition, quelle qu'elle soit. Et faire voter les jeunes est un souci constant. Tout cela peut et doit se travailler dans nos campagnes futures.

On a ensuite beaucoup parlé d'un clivage ville-campagne. En fait, il s'agit d'un clivage «grandes villes contre petites villes et campagne». Plus de 70% de la population suisse vivant en ville, ce ne sont pas toutes les villes, mais seulement les grandes villes qui ont voté pour l'initiative. Cela correspond aussi au critère de la majorité des cantons: il faut aussi gagner quelques petits cantons non urbain pour réussir une initiative. Nous l'avons dit durant la campagne et cela doit être redit ici, si nous voulons gagner des initiatives, nous devons investir ce terrain-là par exemple par des articles dans les petits journaux locaux

et de façon générale par des rencontres avec ces populations qui doivent être approchées et convaincues. Cela demande du temps, du volontariat et la construction d'un réseau de membres actifs beaucoup plus efficace. Annoncez-vous!

On notera aussi que ce fût un vote des familles et pas assez un vote des célibataires... L'axe de campagne choisi par la coordination nationale se reflète donc dans le résultat, mais il aurait pu être beaucoup plus large, y compris de notre part, beaucoup de militaires étant célibataires. A réfléchir.

Il est doux de penser que nous avons à peu près réussi en Suisse romande, mais cela doit plutôt appeler à de la modestie. Si notre présence sur Genève a été très forte, le résultat s'en ressent-il? On peut le penser. Si notre présence plus faible sur Vaud, plus modeste encore à Neuchâtel et inexistante dans le Jura n'ont heureusement pas influencé le résultat, nous avons assurément là des potentiels à exploiter. Il est dommage d'avoir perdu Fribourg, assez nettement, et ce sera à travailler. La campagne en Valais a été bien relayée par le GSsA, mais cela n'a de loin pas suffi à mobiliser la presse locale ou les partis



Lugano 26.1.2011. Trois objecteurs exclus dans les années 90' remettent leur fusils d'assaut et les munitions d'ordonnance que l'armée avait «oublié». (Photo: A. Astolfi)

politiques. La présence un peu ambiguë dans ce canton de quelques ténors politiques n'a rien arrangé. Notre bilan est donc modeste et je n'y vois pas à première vue d'enseignements qui puissent aider la Suisse Allemande, mais s'il y en a, c'est volontiers...

La campagne

Une lecture serrée du résultat fait apparaître une anomalie. Il n'y a aucun canton dont le résultat ne figure entre 45% et 50% de non. Ce qui signifie que le résultat est qualitativement assez tranché, c'est ou oui, parfois de peu, ou non. On peut se demander pourquoi et on peut trouver des éléments de réponses dans deux phénomènes liés.

Le premier tient aux sondages, très favorables au départ ce qui a, en fait, un effet contraire: les partisans se démobilisent, les opposants se motivent à en faire plus. On dirait presque que c'est fait exprès. C'est une donnée dont il faudra tenir compte. Les sondages ont aussi montré que si les voix passaient du pour au contre, ce n'était pas tellement par la «conquête» d'indécis, dont le chiffre est resté stable presque jusqu'à la fin, mais par un «vol» – systématique? – de voix de personnes convaincues se rétractant ensuite. Je me suis demandé pourquoi et j'ai trouvé une partie de la réponse, deuxième phénomène, sur les réseaux sociaux. Nos sites Facebook et autres blogs ont été massivement attaqué par des opposants, sans que nous n'intervenions pour autant sur les leurs. Il a été possible mais un peu tard de réagir, de filtrer les sites pour exclure tout ce qui était injurieux et qui d'emblée n'apparaissait que comme de la propagande. Mais nous devons à l'avenir construire des stratégies douces mais efficaces, pour aller aussi sur les sites des opposants à nos projets.

On peut se demander si le temps consacré à la campagne a été assez long. D'un côté, le

délai entre l'annonce de la date de la votation et celle-ci a été très court, laissant environ 4 mois, y compris les vacances de Noël pour faire campagne. Nous aurions assurément pu mettre à profit plus de temps. Mais d'un autre côté, les opposants avaient commencé à collecter des fonds près de trois ans avant le vote, pour concentrer presque tous leurs efforts sur les 5 semaines précédant le vote. Je pense quand même qu'un délai de six mois entre l'annonce d'une votation et celle-ci n'est que légitime pour préparer une campagne d'initiative et je serais heureux que nos politiciens préférés puissent arranger cela.

Les résultats sur le terrain

Les soldats continueront à avoir leur arme à la maison, du moins pour un temps, mais est-ce nécessaire pour toutes les troupes? Ils peuvent désormais la déposer à l'arsenal sans autre, s'ils le souhaitent. Il faut les y encourager, peut-être par des mesures concrètes, comme par exemple la mise à disposition d'autres armes pour les tirs obligatoires (ou la suppression de ceux-ci...), mais aussi le transport des armes par l'armée des lieux de cours aux arsenaux et inversement. Des mesures de dépôt forcé de l'arme devraient aussi être envisagées plus systématiquement s'il y a risque de violence, par exemple en cas de séparation ou de divorce.

Par contre, il est devenu difficile, voire très difficile aux soldats d'acquérir leur arme une fois leur service terminé. Et comme la plupart des armes militaires en circulation venaient de là, il est peu probable que le nombre d'armes en circulation (déjà faramineux) augmente encore. Reste à récupérer, beaucoup plus, celles qui existent dans la population et dont la campagne a hélas montré que beaucoup d'entre elles n'étaient pas enregistrées. C'est un des domaines dans lequel on attend une action des autorités. Une autre idée ap-

parue durant la campagne serait de demander à tout possesseur d'arme de la présenter tous les 3 ou 5 ans, assurant ainsi un contrôle effectif sur l'arme et son détenteur.

Quelques autres enseignements pour la campagne sur la conscription

Il serait intéressant de commencer à concevoir du matériel dès à présent. L'excellent autocollant ressemblant à un «scellé de justice» est arrivé trop tard et le matériel multimédia est long à produire.

Nous devons aussi préparer un concept VIP et commencer dès à présent à nous trouver des soutiens parmi les personnes connues. Elles nous ont largement manqué durant cette campagne.

La question de l'identité

Nous pouvons être fiers d'être Suisses, ne serait-ce que parce que nous pouvons ici voter l'abolition de l'armée ou la réduction du nombre d'armes dans la population. L'identité suisse n'est pas faite que de tirs et d'armée, elle a aussi sa tradition humanitaire et une ouverture au monde très particulière. Il est possible que le lobby des tireurs ait été renforcé par cette votation, à vérifier dans le futur, mais il est certain que leur récupération de notre identité nationale au nom de la tradition ne reflète pas la réalité, ou toute la réalité du pays.

En conclusion pour moi et malgré un résultat un peu décevant ce fût une belle campagne.

Merci à toutes et tous. En route vers la suivante.

Christophe Barbey

1 <http://www.polittrends.ch/vox-analysen/daten.php>

Avions de combat:

Dernier soubresaut des irréductibles acheteurs d'avions de combat

En novembre 2010, l'assemblée générale du GSsA avait décidé de retirer son initiative «contre de nouveaux avions de combat». En même temps, nous avons promis au peuple suisse qu'il pourrait se prononcer si un nouvel achat devait s'annoncer. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de changement notable et un nouvel achat n'est pas en vue.

Déjà au moment du retrait de l'initiative, nous savions que d'inconsolables partisans des nouveaux avions pourraient demander d'augmenter le plafond mis aux dépenses de l'armée, pour permettre l'achat de ces avions. Au mois de mars de cette année, le Conseil national a donné suite à une motion en ce sens. Si le Conseil aux États devait également accepter cette motion, sa réalisation nécessiterait une révision de la «loi fédérale sur les

mesures destinées à améliorer les finances fédérales», laquelle fixe le plafond maximum des dépenses de l'armée. A cause du frein à l'endettement, le parlement devrait alors aussi indiquer où économiser ces quatre milliards nécessaires pour les avions.

Soumis au référendum

Mais le Conseil national n'est pas entré en matière sur la révision de la loi et le Conseil des

États ne le fera probablement pas non plus. Quoi qu'il en soit, nous pourrions lancer le référendum contre une révision de cette loi et une votation sur des mesures d'économie dans plusieurs domaines. pour permettre une augmentation des dépenses militaires, aurait toutes ses chances de succès.

Rahel Ruch, trad.: TS

«La plus grande menace pour la sécurité de la Suisse, c'est Ueli Maurer»

Constatant la dérive et l'impasse de notre «pitoyable» armée, le capitaine et conseiller administratif radical de la ville de Genève, Pierre Maudet a estimé nécessaire de produire un rapport alternatif au rapport sur la politique de sécurité du DDPS (RAPOLSEC). Critiquant sur certains points la doctrine de sécurité américaine, on retrouve pourtant dans son rapport de nombreux points communs avec la politique de Washington, notamment sur l'utilisation de l'armée pour protéger nos intérêts économiques. A défaut d'avoir la «plus belle armée du monde», Pierre Maudet a des grandes ambitions pour l'avenir de notre armée.

Dans son rapport, rédigé avec lui par des «experts» en la matière, Pierre Maudet essaie d'expliquer quelles sont les « vraies menaces » sécuritaires auxquelles est exposé le peuple suisse. Même s'il se fait l'apôtre d'une collaboration avec l'Europe en matière de sécurité (rompant ainsi avec l'aile isolationniste et conservatrice de la droite) et même s'il considère les menaces possibles d'un monde interconnecté, ce qui ressort du rapport, c'est que la sécurité est avant tout celle de notre petite île de paix... Ce n'est pas la sécurité globale, celle des populations européennes et encore moins celle des pays en voie de développement: c'est la sécurité de notre Suisse. A l'heure où ce monde globalisé connaît des menaces qui sont globales et partagées, envisager (même avec de vagues collaborations) la question de la sécurité de manière aussi étroite – militaire et centrée sur le pays – est navrant.

Conservateur sur plusieurs points, il y a tout de même quelques vérités qui sont bonnes à entendre dans ce document et qu'il n'est pas si fréquent de lire chez une personnalité de droite:

- La Suisse n'est plus en mesure de se défendre seule contre une éventuelle attaque militaire classique, elle doit collaborer avec ses Etats voisins. Cela signifie une coopération bilatérale ou la collaboration avec une alliance militaire, car l'adhésion à l'OTAN ou à la politique étrangère de sécurité commune (PESC) ne serait pas acceptée par le peuple suisse.
- Par ailleurs, les forces de défense classique du territoire, comme l'artillerie lourde et les troupes de fortifications, doivent être supprimées.
- L'obligation de servir enfin et la défense stratégique du territoire seulement n'ont plus sens. Notre armée est surdimensionnée et ses missions actuelles sont totalement obsolètes.
- Pour P. Maudet, il nous faut une armée de «milice volontaire» de 20'000 hommes.

Les menaces réelles (selon lui):

- terrorisme et cyberattaques: de grands classiques, le fantasme de tous les stratèges

militaires actuels. Pour les combattre, le capitaine Maudet plaide pour des services de renseignements efficaces et pour le renforcement des mesures de sécurité et de police. Ce ne sont pas des avions de chasse ou des bataillons armés qui repousseront de telles menaces. D'ailleurs, il soutient en un sens lui aussi l'action du GSsA, lorsqu'il argue qu'en collaboration avec les pays voisins, les FA-18 sont suffisants pour surveiller l'espace aérien et qu'il est inutile de remplacer nos vieux Tiger.

- Pour ce qui est des cyberattaques, c'est peut-être aujourd'hui une des menaces les plus crédibles, mais il est clair que ce sont néanmoins à notre avis des moyens technologiques et donc principalement civils qui doivent être mis en œuvre pour y répondre.
- Les conflits internationaux conduisent à des flux migratoires qui augmentent l'insécurité de la Suisse. Certes ! Mais ce n'est pas, comme le préconise Pierre Maudet, en intervenant militairement dans ces pays, de manière «préventive», que l'on va



Pierre Maudet devant le stand du GSsA lors de l'inauguration de l'exposition «making peace», juin 2010 (Photo: GSsA)

résoudre le problème. Ce sont des politiques sociales, d'accueil et de coopération au développement, de police dans une certaine mesure, qui peuvent améliorer les problèmes liés aux flux migratoires. Ces aspects civils ne sont même pas mentionnés dans le rapport.

- les catastrophes naturelles: c'est une menace indéniable, mais là encore est-il nécessaire d'avoir des armes pour y répondre? Au contraire, pour les prévenir, il faut des ressources que l'armée acapare.
- La sécurité énergétique (dépendance à 100% pour le gaz par exemple): à nouveau, est-ce que notre armée peut raisonnablement entrer en conflit avec des pays qui ne coopèrent pas sur le plan économique? Veut-on vraiment participer aux guerres économiques tant décriées (Irak, Afrique)? Et est-ce que nous pouvons raisonnablement lutter militairement pour nos seuls intérêts économiques? Seules une bonne coopération économique et des relations diplomatiques saines peuvent garantir notre sécurité énergétique.
- Restant à l'écart de l'Union européenne, profitant de conditions fiscales avantageuses, «l'attitude de freerider de la Suisse n'est plus tolérée» par ses alliés historiques (affaire UBS, secret bancaire etc.). Certes, mais est-ce une menace et quel rapport ont ces questions avec la sécurité militaire de notre pays? D'ailleurs un peu plus loin, on lit une remarque qui entre clairement en contradiction avec cet argument: «Désormais entourée de pays amis et évoluant dans un monde multipolaire». Les enjeux européens se situent sur le plan politique et non pas militaire.

Comment limiter ces risques?

Pierre Maudet prône l'interventionnisme: d'après lui, prendre part à des opérations de maintien de la paix et de stabilisation de régions en crise, c'est éviter d'en importer des problèmes sur le territoire suisse. Et toujours selon lui, ces opérations permettent également d'abord de garantir notre approvisionnement énergétique et même de promouvoir nos valeurs: «Plus les valeurs que la Suisse défend – démocratie, état de droit, liberté d'expression, tolérance – seront répandues (il manque la solidarité) et plus la sécurité intérieure sera grande». Plus loin, il dit aussi que c'est «faire honneur à la longue tradition humanitaire de la Suisse symbolisée par la Croix-Rouge» que d'intervenir à l'étranger. Henri Dunant souhaitait-il que cette intervention soit armée? On peut en douter.

Selon Pierre Maudet, la Suisse a une «obligation morale de s'opposer fermement au terrorisme et de le combattre aux côtés des Etats qui partagent ses valeurs». Il s'agit, ni plus ni moins, de la grande rhétorique américaine de ces dernières années. C'est la protection des intérêts économiques occidentaux par la force, ou même l'approche manichéenne des États-Unis durant l'ère Bush (vous êtes pour ou contre nous) pourtant critiquée dans ce même rapport.

Pierre Maudet est lucide lorsqu'il avoue que les vraies menaces sont le vote populaire contre les minarets, les différends avec la Libye ou l'anti-islamisme exacerbé. Mais d'un autre côté, il ne nuance qu'à peine la politique anti-terroriste très dangereuse des États-Unis et de leurs alliés. De plus, il ne parle pas une seule fois de la coopération Nord-Sud et d'engagement humanitaire civil comme principaux moyens de prévention des conflits. Et quid des menaces écologiques et sociales, de notre sécurité au sens large?

Toutes les menaces mentionnées par ce rapport ne peuvent en réalité se résoudre sur le plan militaire, mais bien par des mesures politiques, civiles ou de police. Les menaces sociales et économiques décrites dans ce rapport sont transformées artificiellement en menaces militaires. Pierre Maudet fait ici une confusion entre défense et sécurité. Sa volonté de créer un grand département fédéral de la sécurité marque en réalité la priorité sur les questions de défense.



Photo: GSsA

Ce rapport plaide enfin pour une meilleure coordination et un renforcement des mesures de sécurité et de renseignement, de police avec d'autres pays.

Mais dans tout cela, on peine à trouver une réelle utilité à l'armée. S'il était vraiment cohérent avec ses arguments, Pierre Maudet pourrait donc arriver à la conclusion, comme le GSsA, que l'on peut supprimer l'armée! A moins que ce rapport n'ait qu'une seule finalité: éviter à notre armée d'aller vers un «grounding».

Gaëtan Morel

IMPRESSUM

ISSN 1663-5701

Paraît au minimum 4 fois par an.

Impression: Atar S.A., Genève

Maquette: Solidaridad Graphisme, Genève

Mise en page: J. Sommerhalder

Traductions: T. Schnebli (TS)

Relecture: C. Barbey, F. Durand

Tirage: 4'000 exemplaires

Annexe: Bulletin de versement

Abonnement: 20.- par an à verser au

CCP 12-11508-2.

Les membres du GSsA sont abonnés d'office.

Articles et lettres: à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151,1211 Genève 8

fax: 022 320 69 49, E-mail: gssa@gssa.ch

Prochain délai de rédaction: 20 mai 2011

Pour celles et ceux qui souhaitent aussi nous lire en allemand: <http://www.gsoa.ch/gsoa/zeitung/>. Les articles sont parfois échangés.

Raz le bol:

Assez du nucléaire !

La Conférence du Désarmement à Genève est dans l'impasse. Elle a reçu mandat de l'Assemblée Générale de l'ONU pour préparer une convention sur l'élimination des armes nucléaires. L'année dernière, la conférence de révision du Traité de Non Prolifération nucléaire a confirmé ce mandat. Mais malgré l'aval des cinq puissances nucléaires membres du traité, aucun accord n'a pu être obtenu. Il faudrait d'abord qu'il y ait un accord sur l'interdiction de la production de matières fissiles de caractère militaire. Les puissances nucléaires ont suffisamment de stocks pour s'en passer, mais le Pakistan exige que même les stocks soient détruits.

C'est dans ce contexte qu'interviennent les organisations non gouvernementales auditionnées par la Conférence du Désarmement en ce début d'année. Il y a également eu une audition d'Hibakushas, victimes survivantes des explosions atomiques de Hiroshima et Nagasaki. Après une présentation à la Maison des Associations organisée par le GSa le dimanche 13 mars, ils ont le lendemain été invités à l'ONU par le Délégué japonais à la Conférence du Désarmement. Tous ses collègues ambassadeurs à la Conférence ont assisté au témoignage bouleversant de ces vétérans. Espérons que cela permettra à la Conférence de sortir de l'impasse et amène à réaliser l'objectif du désarmement nucléaire général et complet, tel que le requiert l'article 6 du Traité de Non Prolifération et la recommandation de la session spéciale de l'Assemblée Générale sur le Désarmement de 1978.

De plus, il conviendrait de rendre universel l'article 9 de la constitution japonaise selon lequel le Japon renonce à la guerre, à l'usage de la force ou de la menace et ne maintient pas d'armée. La renonciation à la guerre est une valeur universelle et pour la réaliser le désarmement est nécessaire.

Le jour même, alors que les Hibakushas donnaient leur témoignage à l'ONU, la centrale nucléaire de Fukushima subissait des explosions suite au tremblement de terre et au tsunami qui ont endommagé ses installations. Devant le danger imminent de fonte des quatre réacteurs, des pompiers se relaient sans cesse pour les arroser et les refroidir. D'autres mesures sont envisagées pour éviter le pire, mais déjà des hommes se sacrifient et deviennent à leur tour des Hibakushas. Faudra-t-il qu'ils fassent la tournée des nations pendant 60 ans pour porter leur témoignage jusqu'à ce qu'une interdiction de production de matière fissile à usage civil soit aussi prononcée par l'ONU?



Les centrales nucléaires sont un sous-produit de la production d'armes nucléaires, qui ont été inventées en premier. En un sens, elles les justifient. De plus, les centrales civiles sont nécessaires pour produire le plutonium qui entre dans la composition des bombes atomiques. Les deux industries civiles et militaires sont donc étroitement liées. Les matières fissiles ont été fournies au Japon par la France et les États-Unis, deux puissances nucléaires qui ont développé un arsenal d'armes atomiques capables d'éradiquer toute vie sur terre. Il est évident que personne ne veut utiliser ces armes, mais la menace de leur utilisation confère à ceux qui les possèdent un avantage politique sur ceux qui n'en ont pas. Elle permet aussi à ceux qui en ont d'exercer



un chantage les uns sur les autres. Cette menace est donc un bluff magistral envers les adversaires politiques, car personne n'imagine que quelqu'un puisse relever ce défi.

Les centrales nucléaires sont un défi technologique qui consiste à extraire l'énergie du cœur même de la matière. En installant six réacteurs nucléaires à Fukushima au bord de l'Océan pacifique, les ingénieurs japonais ont bravé la nature, car le Japon est exposé aux tremblements de terre et aux tsunamis. Ils ont pensé qu'un tremblement de terre de 9 sur l'échelle de Richter était impossible et qu'un tsunami de plus de 10 mètres n'existait pas. Ils ont donc sécurisé leur centrale et l'ont construite comme un bluff magistral à la nature. Mais la nature a contrarié leurs prévisions et hâté la catastrophe. Les puissances nucléaires qui pensent avoir sécurisé leur armement et impressioné leurs adversaires feraient bien de tirer la leçon des événements de Tchernobyl et Fukushima.

Michel Monod

**Autant de
risque
pour
seulement
2,5%**

Le nucléaire représente 2,5% de la consommation mondiale d'énergie

© Laurent Dubois-Loyat



Sciences de la paix:

Pour en finir avec la guerre - approches théoriques et pratiques

La volonté de supprimer la guerre a amené nombre de théoriciens et de politiciens à tenter diverses expériences pour l'abolir. Le cadre juridique existe, mais jusqu'ici il n'a pu suffire. Il y a donc lieu de l'approfondir et de le compléter par des mesures sociopolitiques, culturelles et stratégiques. Petit tour d'horizon à la lumière de l'actualité récente.

Les guerres doivent être prévenues. Il est trop facile de venir dire, après coup, qu'une intervention militaire est nécessaire ou au contraire qu'elle est à blâmer et ne sert que des intérêts particuliers. Les choses sont rarement aussi tranchées. Mais seul ce qui permet de ne pas voir à l'avenir ces situations de guerre se reproduire a vraiment de l'importance, que ces guerres soient nécessaires ou non.

Plusieurs facteurs ont leur influence sur le déclenchement ou non de la violence armée et chacun d'entre eux peut recevoir une réponse constructive, à son propre niveau comme de façon globale.

Il est simple de dire qu'il faut une profonde absence de considération humaine, une trop forte inégalité dans la répartition des ressources et la présence d'armes pour que se déclenche un conflit armé.

Si le respect d'autrui et de ses libertés, de toute personne sans exception est présent, la violence ne sera qu'extrêmement rare et n'exprimera au fond qu'un besoin de dialogue, de prise en compte de soi comme de l'autre. Si malgré ce respect, ou s'il est affiché sans être réalisé, alors l'objecteur de conscience, le militant non-violent qui refuse de bafouer ou de voir bafouer ce respect est un héros. A l'inverse qui use de violence (même indirecte) aggrave le problème et complique, retarde sa solution et sa qualité.

Cette notion de respect (de paix permettant le dialogue) est longue à construire. Elle se fait de générations en générations, par les outils socioculturels, institutionnels qu'on lui

donne. Elle est encore trop souvent sujette à nos travers et tracas, petits ou grands. Mais cette culture de l'égalité, du dialogue et de la bonne gestion des conflits indiscutablement progresse et elle est nécessaire, à la survie, à la survie heureuse de toute l'humanité et de chaque personne.

Toute aussi longue à construire est la satisfaction, dans la dignité, des besoins les plus essentiels de chaque être humain. Un premier concept important apparaît ici: ce sont les puissants (et donc les personnes riches), ceux qui ont, qui le plus souvent ont le choix des moyens les plus directs et sont ainsi les plus à même d'apporter des solutions heureuses aux inégalités, aux injustices et aux conditions de vie encore largement inacceptables dans lesquelles vivent une large part de l'humanité. Il est temps que ces personnes, au lieu de ne penser qu'au profit, à leur profit à court terme se mettent aussi à œuvrer au bien commun, au profit de toute l'humanité et à le faire savoir. Cette notion d'universalité, qui plus est d'universalité des ressources est relativement nouvelle, mais dans un monde géographiquement fermé et dont les ressources ne sont pas infinies, c'est une question de dignité et de solidarité que de veiller ensemble à ce que les besoins de tout un chacun soit satisfaits, et par des services de qualité. Question de partage?

Toutes ou tous ne pensent pas ainsi. Soit par égoïsme (ou par racisme d'ailleurs), soit par ignorance, pris dans une vision à court terme ou dans le refus de concéder le bonheur à leurs semblables ces personnes peuvent amener des misères considérables, à des gens qui ne les ont pas demandées.

Il est important que ces personnes qui ont beaucoup ne se sentent pas menacées, mais aussi qu'elles sachent qu'elles ne pourront indéfiniment bénéficier pour elles seules de ce qui appartient à toute l'humanité, en particulier, si ce faisant, dans leur égoïsme, elle dilapident des ressources non-renouvelable ou qu'elles mettent en danger l'avenir de l'humanité par l'utilisation de techniques et technologies non maîtrisées.

Dit autrement, si les personnes riches concèdent, ou plus exactement si elles n'enfreignent ou ne compliquent pas les besoins les plus élémentaires de tout un chacun et qu'elles laissent s'épanouir la dignité de l'autre dans la satisfaction de ses besoins de base, il y a peu de chance de voir un conflit grave se développer.

Si au contraire, les personnes puissantes abusent de leur position pour compliquer plus encore la condition des personnes modestes, alors le conflit viendra, avec ou sans arme.

Là encore, ce sont les plus puissants qui distribuent les armes, sauf celle de la non-violence qui est universelle. Plus une arme est distribuée avec éthique et discernement, moins il y a de risques qu'elle soit utilisée à l'encontre des populations. Mais là encore, si cela échoue, les marchands d'armes portent une très lourde responsabilité. Si lourde, que l'on peut se demander si leur activité ne devrait pas être interdite, dans son ensemble.

Christophe Barbey

D'aberrants durcissements du service civil

Alors que les durcissements de l'ordonnance sur le service civil entrés en vigueur le 1er février¹ ne sont pas encore évalués et que le Conseil fédéral propose d'attendre un rapport prévu en décembre, la majorité bourgeoise et pro-militaire du Conseil National demande déjà de nouveaux durcissements.

Le 14 avril, la majorité du Conseil national a adopté une motion qui exige d'allonger la durée ordinaire du service civil en portant le facteur de conversion actuel de 1,5 à 1,8. L'objet doit encore passer au Conseil des États, semble-t-il opposé à des décisions trop hâtives.

Cette motion marque une forte dépréciation du service civil par le Conseil national. Alors que son efficacité et son utilité sont fortement remises en cause, l'armée continue à être favorisée au détriment des civilistes, qui font pourtant un apport à la communauté hautement apprécié par la population. Le GSsA estime déplacé de punir des hommes engagés dont les services sont précieux alors que les civilistes sont déjà pénalisés en faisant un service une fois et demi, voire deux fois plus long, si l'on tient compte du fait que les militaires ne font que rarement tous leurs jours de service, alors que c'est le cas pour les civilistes.

Le Parlement finira par reconnaître que le problème ne se trouve pas dans le service civil, mais dans la crise de l'armée et dans ses conséquences sur l'obligation de servir, mais si le Conseil des États venait à entériner ce nouveau durcissement, le GSsA lancera le référendum.

Une initiative parlementaire anticonstitutionnelle

Début avril encore, la commission de la politique de sécurité du Conseil National a décidé de soutenir une autre initiative parlementaire qui exige qu'à l'avenir toutes

les demandes d'admission au service civil soient déposées avant le début de l'école de recrue.

La majorité de la commission se montre ici déconnectée de la réalité, puisqu'environ la moitié des demandes de service civil se font alors que le service militaire est déjà en partie effectué. Beaucoup d'hommes, jeunes, ne savent pas encore avant le début de leur école de recrue s'ils vont accepter le service militaire, une impossibilité de concilier sa conscience avec l'armée n'apparaît souvent que progressivement et justement au moment où l'on effectue son service. De plus, si tous les civilistes doivent faire leur demande avant l'école de recrue, c'est un nombre important de jours de service militaire qui seront perdus pour l'armée. Il est en conséquence essentiel de laisser ouverte la possibilité de déposer en tous temps une demande de service civil.

Par cette décision, la commission nie aussi le principe constitutionnel d'un service civil de remplacement – pourtant accepté à 82 % par le peuple en 1992 ! – puisque, faute de pouvoir demander le service civil à tout moment, il y aurait à nouveau des objecteurs de conscience qui se retrouveraient en prison pour le refus de leurs obligations militaires. Il n'est pas inutile de rappeler ici que l'ONU a reconnu le droit à l'objection de conscience.

Les effectifs de l'armée ne sont pas menacés!

De l'avis du Conseil fédéral, les effectifs de l'armée ne sont pas menacés par le service

civil. Le parlement s'obstine pourtant à y voir un concurrent à l'armée. En ajoutant des mesures pour freiner l'augmentation du nombre de civilistes, la droite parlementaire rate son objectif: plutôt que de grossir les rangs de l'armée, elle favorise la voie bleue, les exemptions psychiatriques. Lesquelles sont déjà bien trop nombreuses et constituent un problème de santé publique puisque deux hommes sur dix sont reformés de cette façon.

Le GSsA a déjà récolté plus de 60'000 signatures pour son initiative «pour l'abrogation du service militaire obligatoire». Il renforcera encore ses efforts pour mettre fin à la militarisation de la jeunesse et pour offrir un service civil digne et volontaire, ouvert à toutes et tous.

Gaétan Morel

¹ Pour le détail de ces durcissements, voir le n° précédent du journal, p. 9 ou le site de notre permanence sur www.gssa.ch



Civilistes au pilori (Photo: CIVIVA)

Permanence:

C'est long, c'est dur et il n'y a que les hommes qui en font ... qu'est-ce que c'est ? Le service militaire

L'armée va mal, tout le monde le sait, mais tout le monde s'en moque ... Sauf le GSsA, sa permanence et les «casques à boulon» de droite: virez-les aux élections cet automne! Quand la gauche aura-t-elle des politiques de sécurité assez crédibles pour virer l'UDC?

C'est à la permanence que l'on voit que l'armée va mal. L'armée ment. Avec l'aide des autorités, elle démolit le service civil, qui rend pourtant de grands services à la société. Les rapports sur l'armée disent qu'elle a trop d'hommes. Elle pourrait laisser partir les civilistes. Autre exemple: vous êtes viré de l'école de recrue pour raisons psy. On vous dira sûrement que vous serez convoqué à une visite sanitaire (CVS) pour vérifier votre

aptitude à l'armée. Mais ce que vous recevrez à la place, c'est un nouvel ordre de marche pour une nouvelle école de recrue... Si vous voulez vous faire dispenser pour des raisons psy, à vous de prendre l'initiative d'aller voir un psychiatre civil, à vos frais, pas aux frais de l'armée.

L'armée est teigneuse avec les soldats en fin de parcours ou de la réserve, qu'elle reconvoque (une invention Ueli Maurer !). Elle déteste les femmes enceintes, elle prive leurs hommes de report de cours et parfois de congés pour l'accouchement. Elle maltraite, souvent durant plusieurs jours, des personnes demandant à voir le médecin en leur disant de «faire les dur». J'ai des cas chaque année!

L'armée envoie des gens en prison parce qu'ils oublient leurs convocations. (Si on appelle la permanence assez tôt, on peut faire quelque chose).

L'armée va très mal, la preuve, il y a de plus en plus d'officiers et de sous-officiers qui demandent le service civil ! Abolissons-là !

Merci de signer l'initiative pour l'abrogation du service militaire obligatoire. Merci de nous soutenir pour abolir l'armée. Et bienvenue à la permanence pour le service civil et les problèmes militaires. (Mardi 12-14h, 022 344 13 81, urgences 079 524 35 74).

C. Barbey

Activités du GSsA

Le GSsA remercie toutes les personnes qui ont donné de leur temps et de leurs ressources pour la campagne du 13 février sur la protection face à la violence des armes. La suite et le gros de nos efforts ces prochains mois, c'est la récolte de signatures et la préparation de campagne pour l'initiative sur «l'abrogation du service militaire obligatoire». Pour elle nous avons besoin de vous.

Merci de devenir avec nous des récolteuses et récolteurs de signatures.

Dates d'ors et déjà prévues. Merci de vous joindre à nous:

- Vernier sur Rock, 12 au 14 mai
- Recrutements (Lausanne), 30 mai, autres dates à confirmer
- Manif antinucléaire, 22 mai, Beznau
- Caribana, Nyon, 8 au 12 juin
- 14 juin, Grève des Femmes, dans toute la Suisse
- Fêtes de la musique, 17-19 Juin, dans toute la Suisse
- Entrée des écoles de recrue d'été, 4 juillet, dans toute la Suisse
- Montreux jazz, 1-16 juillet
- Paléo, Nyon, 19-24 juillet
- Etc.

Un agenda plus détaillé se trouve sur notre site web et sur doodle.

Si vous souhaitez organiser une **récolte de signatures**, simplement participer lors d'un de ces événements ou nous en suggérer d'autres, merci de nous contacter.

Pour cette initiative nous avons aussi besoin d'idées pour **créer du matériel**, des cartes postales, des autocollants, des T-shirt, etc.

Nous avons besoin de **débattre du thème**, de rédiger des articles sur le sujet, de trouver des journaux où encarter les feuilles d'initiatives (nous fournissons les feuilles et nous pouvons payer des frais raisonnables) et des articles.

Venez partagez avec nous du temps et des idées, des efforts pour la paix et pour le GSsA, devenez **Volontaire**:

- Nous avons toujours besoin de façon urgente d'un webmaster ou simplement de quelqu'un pour mettre à jour nos sites web.
- Nous avons besoin d'aide au bureau (le temps de travail payé ne permet pas de tout faire) pour trier des adresses, faire des envois, etc.
- Notre page wikipedia (faite par quelqu'un qui ne nous aime que peu) a besoin d'un lifting.
- Et nous souhaiterions voir numérisés tous les anciens numéros de notre journal.
- Vous pouvez écrire des articles pour le journal... Habituellement, nous les publions.
- Etc. etc.

Pour nous contacter: gssa@gssa.ch ou 022 320 46 76.

Lectures:

Il faut supprimer l'armée française

de Pierre-Marie Guillon, Éditions Dangles, août 2010.

Le livre a le style du pamphlet, avec ses avantages et ses défauts. A l'enthousiasme manque la maturité et si les idées sont parfois brillantes, il faut plus que cela pour en faire autre chose que des étoiles filantes. L'auteur vient de l'économie, mais son discours est réellement stratégique. On notera d'abord l'intéressant concept de «seuil de puissance» au-dessous duquel on ne peut plus que «faire semblant». La France l'ayant franchi depuis longtemps déjà (perte de l'empire colonial, défaites en Indochine et en Algérie, dépendance envers le grand frère américain, etc.), elle doit donc avant qu'il ne soit trop tard trouver de nouveaux outils pour progresser. L'armée et la force de frappe nucléaire ne sont dans cette optique que des poids superflus. Boulets économiques mais surtout intellectuels, ils empêchent de penser l'avenir en des termes nouveaux: «la puissance n'étant plus à notre portée, il nous reste à cultiver l'excellence (p. 216)». Et: «cela ne se produira pas sans la destruction du plus puissant des tabous de notre histoire et la dissolution de l'institution [l'armée] qui l'incarne (p. 227)». On notera au passage la joyeuse tirade contre la vie militaire ... malgré son propos un peu décousu ou détourné et que l'on aurait parfois voulu mieux organisé, le livre se laisse lire. L'auteur ne se reconnaît pourtant pas dans le pacifisme ou l'antimilitarisme et on peut le regretter car il méconnaît ainsi le travail de fourmi, souvent efficace, que nous menons depuis des décennies, y compris en France où l'Union Pacifiste demande l'abolition de l'armée depuis 1993 ... (projet de loi n° 271, du 23 avril 1993). D'un autre côté, on ne peut que se réjouir de voir des gens venant d'autres milieux arriver aux mêmes conclusions: «Oui à la fin de toutes les guerres, non aux armées». Ainsi malgré ses quelques défauts, un livre à lire, à recommander et à faire circuler.

Christophe Barbay

Brève:

Le DDPS a publié son rapport sur la coopération internationale de l'armée (Le Temps du 8 avril et les liens). On y apprend, si besoin était que, sans aide extérieure, la Suisse est indéfendable contre des missiles. Mais alors à quoi sert donc l'armée, si le territoire peut être «missilisé» à volonté? On y constate ensuite que les chefs de la politique militaire suisse (Ueli le soldat et son UDC) n'ont pas peur de la duplicité et de la dissimulation. En effet, rien n'est dit sur la «coopération internationale» bilatérale, avec d'autres États donc. Envoyer des avions s'entraîner en Suède parce que chez nous c'est trop petit, aider Israël à mettre au point ses radars ou vendre des armes à n'importe qui ce n'est pas de la politique internationale? Enfin, il n'est pas question (pour ces casques à boudins de droite) de renforcer la coopération militaire avec l'Union Européenne. Et ça c'est une bonne nouvelle, car si nous voulons un jour adhérer à l'Europe, l'armée suisse sera tellement obsolète que nous ne pourrions le faire qu'avec une Suisse sans armée.

Armées privées: Situation et contrôle en Suisse et dans le monde

Conférence CETIM/GSsA avec:

- Jose Luis Gomez Del Prado, président et rapporteur du groupe de travail de l'ONU sur les mercenaires
- Un intervenant sur le «document de Montreux»
- Un membre du GSsA

Mardi 17 mai, 20h30
Maison des Associations, Genève



Où joindre le GSSA

- **Permanence Service Civil et problèmes militaires:**
tous les mardis de 12h à 14h
au tél.: 022 344 13 81 (Christophe Barbey)
Email: permanence@gssa.ch
Infos complètes: www.gssa.ch/

- **A Genève:**
Secrétariat romand
c/o GSSA Genève
case postale 151
1211 Genève 8
Adresse:
Maison des Associations
15, rue des Savoises (1^{er} étage)
1205 Genève
Tél.: 022 320 46 76 Fax: 022 320 69 49
E-mail: gssa@gssa.ch
Internet: www.gssa.ch
ccp: 12-11508-2

- **A Lausanne:**
GSSA Vaud
Georges Tafelmacher
22, ch. de la Côte
1009 Pully
Tél.: 021 728 65 71
E-mail: etafelacote@hispeed.ch

- **A Berne:**
GSoA Bern
Neubrückstr 17f
Case postale 6348
3001 Berne
Tél.: 031 301 82 09 Fax: 031 302 88 78
E-mail: bern@gsoa.ch

- **A Zürich:**
Secrétariat national
GSoA, case postale 103
8031 Zürich
Tél.: 044 273 01 00 Fax: 044 273 02 12
Internet: www.gsoa.ch

JAB
case postale 151
1211 Genève 8

Talon de commande

Merci de renvoyer avec l'étiquette ci-dessus

Nombre	Description	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat» homme	rouge sur noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat» femme	rouge sur noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	T-Shirt «If war is the answer...»	blanc	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> XL	Fr. 25.-	
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	T-Shirt «Suisse sans armée», avec la colombe	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> rouge <input type="checkbox"/> bleu	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	Drapeaux arc-en-ciel	<input type="checkbox"/> pace <input type="checkbox"/> pau <input type="checkbox"/> salam <input type="checkbox"/> shalom / <input type="checkbox"/> salam-shalom		Fr. 10.-/20.-	
	Autocollant «L'armée, ça tue, ça pollue...»			Fr. 1.-	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»	<input type="checkbox"/> noir <input type="checkbox"/> blanc		Fr. 3.-	
	Véritable couteau suisse «GSSA»			Fr. 25.-	
	Couteau porte-clés «GSSA»			Fr. 15.-	
	Jeu de cartes «Le régime Bush»			Fr. 12.-	
	Livre «Quand on n'a que l'amour, mémoires d'un pasteur», Jean Rouget (2009 - prix facultatif)			Fr. 22.-	
	Livre «La non-militarisation et les pays sans armée: une réalité», C. Barbey (2001)			Fr. 15.-	
	Livre «Vilmez vos ennemis», traité de communication non-violente, Michel Monod (2006)			Fr. 20.-	
	Livre «Service civil – un témoin», association suisse des civilistes, www.civil.ch (2006)			Fr. 29.-	
	Bande Dessinée «Léon Coquillard: divisionnaire de l'après 26 novembre» de ZEP (1990)			Fr. 12.-	
	Journal «Une Suisse sans armée» du n. 1 à 88	numéro(s) _____		Fr. 1.-	
Frais de port					Fr. 3.-
Somme totale de la facture					

Adresse si autre qu'imprimée plus haut:

A renvoyer au GSSA, case postale 151, 1211 Genève 8